



Chères toutes, chers tous,

En ce début d'année, je vous présente mes vœux les plus sincères. Je continuerai d'être à vos côtés pour soutenir et défendre notre territoire dans une société plus juste et solidaire.

J'aimerais avoir une pensée pour celles et ceux qui ont passé les fêtes de fin d'année dans la tristesse ou la maladie, dans le froid de la rue, ou les décombres de Mayotte. Face à cette terrible catastrophe, j'appelle l'ensemble du peuple français à la solidarité et l'exécutif à l'action.

Le mois de décembre a été marqué, à l'Assemblée nationale, par la chute du Gouvernement de Michel Barnier à la suite du large vote d'une motion de censure.

[RETROUVEZ MON EXPLICATION DE VOTE DE LA CENSURE](#)

[RÉACTION À LA NOMINATION DE FRANÇOIS BAYROU SUR FRANCE 3](#)

[RÉACTION À LA NOMINATION DE FRANÇOIS BAYROU SUR FRANCE BLEU BÉARN](#)

La nomination du nouveau gouvernement, composé de figures macronistes historiques ayant participé à de précédents gouvernements témoigne du déni constant de la volonté exprimée par les électeurs en juin et juillet à l'occasion des élections européennes puis des législatives.

Les récentes prises de paroles du nouveau Premier ministre laissent craindre la continuation de la politique que nous connaissons depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir en 2017.

Les socialistes ont, dans une démarche constructive, tenté de sortir le pays de la crise politique en proposant à Emmanuel Macron différentes pistes à commencer par la nomination d'un Premier ministre de gauche à même de construire des majorités au Parlement pour éviter une nouvelle censure.

VOTE DE LA LOI SPÉCIALE

Le Parlement a définitivement adopté le projet de loi spéciale à la mi-décembre avant les fêtes de fin d'année. Le Sénat a entériné cette adoption. Ce texte vise à "assurer la continuité de la vie nationale et le fonctionnement régulier des services publics", dans l'attente d'un budget 2025.

Grâce à un amendement socialiste porté par mon collègue Stéphane Delautrette, les ressources des collectivités territoriales sont explicitement sécurisées.

Se pose maintenant la question de l'après, dans la mesure où il faudra dans tous les cas examiner un nouveau projet de nouvelle loi de finances et le soumettre au vote des parlementaires.

Au Parlement, la gauche entend peser autant que possible dans les débats à venir. La droite défendra très certainement certains aspects du budget Barnier comme la suppression de poste, l'affaiblissement de l'AME, le refus de toute nouvelle fiscalisation des plus aisés... cette méthode reviendrait à repartir sur ce qui a fait l'échec du macronisme. À l'inverse, nous souhaitons ouvrir le débat de la fiscalité et de sa progressivité et porter des propositions.

"Soyez assurés du maintien de ma ligne politique en faveur d'une agriculture locale forte mais aussi de mon exigence pour un politique budgétaire plus juste"

Le monde agricole a pu être inquiet à la suite de la censure du Gouvernement et du rejet du budget 2025 tel que proposé par Michel Barnier. J'appelle les acteurs du secteur à ne pas se tromper de cible.

Au terme de deux mois de débats parlementaires, force est de constater que la méthode Barnier qui n'a, ni cherché à lier le dialogue avec les groupes de gauche, ni avec certains groupes de son « socle commun », est un échec. Pire, en trahissant le front républicain, il a fait du Rassemblement national son interlocuteur exclusif.

Cette motion n'est pas une fin en soi et notre responsabilité est de présenter une issue et des solutions rapides qui porteront notamment des progrès pour le monde agricole. Cette motion n'est pas non plus un outil qui vise à la déstabilisation. Les socialistes n'ont jamais fait le pari du chaos institutionnel.

L'instabilité du pays est avant tout le fait du Président de la République qui a dissous l'Assemblée et mis deux mois et demi pour nommer un Premier ministre dont la formation politique a rassemblé 5% des voix aux législatives et des députés du « bloc commun » dont les positions divergeaient de jour en jour et qui ont déserté l'examen du budget.

Je crois avoir toujours été aux côtés du monde agricole dès le début de mon mandat et avoir toujours répondu aux interpellations de la profession.

Lors de la problématique du mildiou, j'ai immédiatement pris la mesure de me rendre sur place et d'interpeller le ministre, je me suis aussi mobilisé rapidement à chaque fois qu'un éleveur me faisait part de son inquiétude face à la MHE ou à l'influenza aviaire.

J'ai toujours souhaité écouter et porter les propositions du terrain, à l'instar de ma mobilisation pour l'élevage plein air ou les abattoirs de proximité.

La préoccupation autour de la tuberculose bovine fut aussi au cœur de mon action pour nos agriculteurs dont j'ai porté la voix dans l'hémicycle et par écrit. Je me suis déplacé, autant que nécessaire, sur les élevages en difficulté qui m'interpellaient car je crois en nos agriculteurs et à leur activité que je considère d'intérêt général.

Face aux graves sécheresses qui ont impacté les terres, j'ai aussi répondu aux inquiétudes et cherché des solutions auprès de la préfecture ou du ministère.

Toujours dans une volonté de préserver notre agriculture, je me suis opposé à l'accord UE-Mercosur dont je sais l'impact délétaire pour nos exploitations.

Je m'investis également avec vigueur sur le sujet de l'accès au foncier agricole et la protection des terres, premier outil de travail des agriculteurs. J'ai participé à toutes les séances sur le projet de loi d'orientation agricole et j'ai proposé des amendements en lien avec les acteurs locaux, notamment pour soutenir l'enseignement agricole et préserver nos races locales.

Le pastoralisme est aussi un sujet sur lequel je me mobilise fréquemment, en particulier au sein de la mission d'information sur le rôle du pastoralisme dans l'aménagement du territoire, les causes de son déclin et les conséquences pour le développement durable des territoires ruraux, dont je suis vice-président.

Encore récemment, j'ai interpellé, à la demande de plusieurs éleveurs, le gouvernement espagnol et l'ambassadeur d'Espagne sur la fièvre catarrhale ovine et l'exportation des agneaux de lait en Espagne pour les fêtes de fin d'année.

Soyez assurés du maintien de ma ligne politique en faveur d'une agriculture locale forte mais aussi de mon exigence pour un politique budgétaire plus juste, respectant les équilibres de l'Assemblée nationale et surtout répondant profondément, au-delà de mesures épisodiques, aux mécontentements qui ne cessent de grandir dans notre pays. Concernant les crédits budgétaires je suis convaincu que le prochain gouvernement maintiendra les volumes budgétaires annoncés. Je militerai en tous cas en ce sens avec une réorientation de ces crédits afin de les rendre plus équitables et plus efficaces.

RECAP' CIRCO

Plongée dans l'agenda d'un député : retour sur les déplacements effectués au mois de décembre !



Remise de médailles dans le cadre de la journée mondiale du bénévolat à Arudy

05/12 06/12

Rendez-vous avec l'Office Public de la Langue Basque

Cérémonie de la Sainte-Barbe à Saint-Palais

06/12 09/12

Matinale de France Bleu Bearn
Rendez-vous avec le Préfet des Pyrénées-Atlantiques

Rendez-vous avec la Coordination rurale 64
Table ronde sur les politiques rurales locales organisée par le pavillon l'Architecture à Oloron

12/12 13/12

Enregistrement de l'émission "Dimanche en Politique" sur France 3 Aquitaine à Bordeaux

Assemblée générale d'EHBAI à Bayonne

14/12 19/12

Conseil de surveillance du centre hospitalier d'Oloron

20/12

Réouverture de la RN134 en Vallée d'Aspe.

Journée de défense des abattoirs paysans organisée par la Confédération paysanne à Oloron

Lancement des animations de Noël à Oloron

• Rendez-vous individuels, associatifs et syndicaux à la permanence

SOCIALISTES
ASSEMBLÉE NATIONALE

FRONT
POPULAIRE

IÑAKI ECHANIZ - 4E CIRCONSCRIPTION DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES



Pour vous désabonner, cliquez [ici](#).